

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 23/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCA QUALISOL

Route de Mauvezin
LIEU DIT AUX MOULINS
32120 Monfort

Références : 2025-0310_Dp
Code AIOT : 0006807645

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement SCA QUALISOL implanté LD AUX MOULINS 32120 MONFORT. L'inspection a été annoncée le 16/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 32-2024-08-07-00004 du 7 août 2024, relatif à l'obligation de mise en place d'une réserve incendie supplémentaire d'une capacité de 360 m³.

En l'absence de mise en conformité dans les délais impartis, un arrêté préfectoral d'astreinte n° 32-2025-04-08-00001 en date du 8 avril 2025 a ensuite été notifié à la SCA QUALISOL, ce dernier prescrit une astreinte administrative de 60 € par jour de retard.

Cependant, cet arrêté d'astreinte prévoyait un sursis à exécution d'une durée de six mois, compte

tenu des démarches engagées pour se conformer à la réglementation. La mise en conformité ayant été réalisée dans ce délai, aucun recouvrement ne sera engagé. Il sera donc proposé à Monsieur le Préfet d'abroger cet arrêté d'astreinte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA QUALISOL
- LD AUX MOULINS 32120 MONFORT
- Code AIOT : 0006807645
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Coopérative Agricole (S.C.A.) QUALISOL exploite sur la commune de MONFORT un site de stockage, de triage et de conditionnement de céréales et de légumineuses. Conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 32-2024-01-23-00002 du 23 janvier 2024, le site est soumis pour l'activité de stockage de céréales (rubrique 2160-2) au régime de l'autorisation et à déclaration au titre des rubriques 2260, 4718 et 1510.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Recollement APC du 23 janvier 2024	Arrêté Préfectoral du 23/01/2024, article 3	Sans objet
2	Recollement APC du 23 janvier 2024	Arrêté Préfectoral du 23/01/2024, article 3	Sans objet
3	Recollement APC du 23 janvier 2024	Arrêté Préfectoral du 23/01/2025, article 3	Sans objet
4	Recollement APC du 23 janvier 2024	Arrêté Préfectoral du 23/01/2025, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier la mise à niveau et le bon entretien des installations, et plus particulièrement le respect des prescriptions énoncées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2024, rappelées par l'AP de mise en demeure du 7 août 2024 pour la réserve d'eau incendie, à savoir :

- L'augmentation du volume du bassin de rétention des eaux incendie, à un volume minimal de 560 m³ ;
- La mise en place d'extincteurs de grande capacité ;

- L'installation de dispositifs de désenfumage ;
- La mise en place d'une réserve d'eau incendie supplémentaire d'un volume de 360 m³.
La visite d'inspection a permis de constater la mise en conformité des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recollement APC du 23 janvier 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Présence d'une rétention pour les eaux incendie d'un volume minimum de 560m3
Constats : L'exploitant informe que le volume du bassin de rétention des eaux pluviales et incendie a été augmenté conformément aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 32-2024-01-23-00002 du 24 janvier 2024. Le bassin a été constaté sur le site. Un levé topographique d'exécution a été présenté à cet effet. À ce jour, le volume total du bassin est de 720 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recollement APC du 23 janvier 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs de grande capacité
Prescription contrôlée : Présence d'extincteurs de grande capacité
Constats : L'inspection a permis de constater la présence d'extincteurs de grande capacité sur chariot à roues, aux angles des bâtiments, permettant de lutter plus efficacement sur les départs de feux, en conformité avec les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 32-2024-01-23-00002 du 24 janvier 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recollement APC du 23 janvier 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2025, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de désenfumage
Prescription contrôlée :

Présence de dispositifs de désenfumage
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a permis de vérifier l'installation de dispositifs de désenfumage pneumatique équipés de thermodéclencheur en toiture sur l'ensemble du bâtiment, y compris la partie triage, conformément aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 32-2024-01-23-00002 du 24 janvier 2024.</p> <p>L'exploitant a présenté les justificatifs de la société SAS DB4, ainsi que les documents techniques relatifs aux dispositifs installés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Recollement APC du 23 janvier 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2025, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en eau pour lutter contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Présence d'une réserve supplémentaire de 360 m³ à moins de 100 mètres du bâtiment 5</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant avait été mis en demeure d'installer une réserve d'eau incendie supplémentaire d'une capacité de 360 m³, par arrêté préfectoral n° 32-2024-08-07-00004 en date du 7 août 2024.</p> <p>Suite au non-respect de cette mise en demeure, un arrêté préfectoral, enregistré sous le n° 32-2025-04-08-00001 en date du 8 avril 2025, a été notifié à la société SCA QUALISOL, la rendant redevable d'une astreinte administrative journalière de 60 € jusqu'à l'installation effective de la réserve d'eau incendie supplémentaire, sous un délai de 6 mois.</p> <p>L'inspection a permis de constater la mise en conformité de l'exploitant concernant l'installation de cette réserve de 360 m³.</p> <p>L'exploitant a été informé que les réserves incendie doivent désormais être réceptionnées par le SDIS. Il a indiqué que cette réception serait effectuée dans un délai maximal de trois mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 3 mois transmettre le justificatif de réception et de validation des deux dernières réserves incendie installées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite